



**Société d'investissement
et de développement des
Territoires du Nord-Ouest
RAPPORT ANNUEL 2018-2019**

5009, 50^e Avenue (immeuble W. H. Bromley)

C. P. 1320,

Yellowknife NT X1A 2L9

Téléphone : 867-767-9075

Télec. : 867-765-0652

Sans frais : 1-800-661-0599

www.bdic.ca

bdicinfo@gov.nt.ca



TABLE DES MATIÈRES

1. Sommaire

3. La Société

3. Le ministre, le président et le directeur général

4. Conseil d'administration

4. Comité d'audit

5. Présentation de la SID

7. Programmes et services

7. Programme de facilités de crédit

8. Programme de capital d'investissement

9. Programme de filiales

11. Les filiales

12. Programme de contributions : Fonds pour le démarrage et
l'expansion des entreprises

13. Services aux entreprises

20. Une histoire à succès de la SID

21. Rapport

21. Résultats 2018-2019

23. Radiation et remise de dettes

24. Décaissements

27. États financiers

SOMMAIRE

Le Conseil d'administration, les membres de la haute direction et le personnel de la Société d'investissement et de développement (SID) des Territoires du Nord-Ouest (TNO) sont heureux de présenter au ministre responsable de la SID leur rapport annuel pour l'exercice 2018-2019. Au cours de cet exercice, la SID a poursuivi sa mission d'aide au développement et à la diversification de l'économie des TNO en offrant des conseils et un financement flexible aux entrepreneurs ténois.

Remercions tout d'abord le président, le vice-président et les membres du Conseil d'administration sortants de la SID pour le dévouement qu'ils ont accordé à la Société pendant leurs mandats. Darrell Beaulieu, président sortant du Conseil d'administration de la SID, s'est joint à la Société dès sa création; il a aussi œuvré au sein de la société qui a précédé la SID, la Société de crédit commercial des Territoires du Nord-Ouest, à laquelle il s'est joint en 1999. Denise Yuhas a pour sa part été vice-présidente de la SID depuis sa création et présidente du Comité d'audit de cette dernière depuis 2010. Joanne Deneron faisait partie de la SID depuis 2008 et était vice-présidente du Comité d'audit depuis 2009. La SID a largement profité des connaissances du monde des affaires et de la collectivité locale de ces administrateurs du Conseil d'administration ainsi que des orientations qu'ils ont données et des conseils qu'ils ont partagés.

Nous tenons également à remercier M. Pawan Chugh pour son dévouement en tant que directeur général de la SID. Pawan, qui a été embauché peu de temps après la création de la SID, a été en mesure de développer les programmes de la Société avec quatre gouvernements différents et dans diverses conditions économiques. Sous sa direction, le SID a octroyé près de 100 millions de dollars en aide financière à des entreprises ténoises qui rejoignent les résidents de toutes les collectivités des TNO. Nous lui souhaitons bonne chance dans ses nouveaux projets.

En 2018-2019, la SID a déboursé 4,69 millions de dollars en nouveaux prêts ainsi qu'en nouvelles subventions et contributions. De ces fonds, 77 % ont été accordés ailleurs qu'à Yellowknife. La valeur du portefeuille de prêts de la SID s'élevait à environ 45 millions de dollars à la fin de l'exercice. La SID applique des pratiques rigoureuses de gestion des risques pour garantir que ses clients qui reçoivent du financement soient disposés et aptes à rembourser leur prêt et à bâtir des entreprises viables.

Au cours de l'exercice, le Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises (FDEE) a permis de distribuer 243 401 dollars répartis entre 36 projets pour appuyer le lancement et le développement d'entreprises ainsi que l'achat de matières premières pour la production d'art et d'artisanat.

Les services aux entreprises sont demeurés populaires en 2018-2019. Le centre de services aux entreprises a aidé 440 personnes de partout aux TNO. La participation aux séances de formation pour entrepreneurs est demeurée stable; 90 personnes ont assisté à 43 séances.

La SID a poursuivi le développement de ses services d'affaires en ligne en permettant aux utilisateurs de formuler des commentaires et des suggestions sur le contenu.

La SID est heureuse de concrétiser l'un des objectifs à long terme de son Conseil d'administration en emménageant dans de nouveaux locaux afin de mieux servir les entrepreneurs ténois. Ainsi, en mars 2019, la SID a déménagé ses bureaux dans de nouveaux locaux bien en vue sur l'avenue Franklin, à Yellowknife. Le déménagement porte déjà fruit comme l'indique la hausse de l'achalandage et du nombre de participants aux programmes.

Les responsables de la SID ont continué d'apporter leur soutien à la Ville de Yellowknife par l'intermédiaire du concours d'incubation d'entreprises Win Your Space YK. Le candidat qui propose la meilleure idée remporte une année de loyer gratuit, gracieuseté de la Ville, en plus d'avoir accès au FDEE de la SID, s'il y est admissible.

Afin d'accroître la portée de ses programmes destinés à soutenir les Autochtones, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, le personnel de la SID a effectué des présentations par l'entremise d'organismes comme l'Association des femmes autochtones du Canada, EntrepreNorth et Futurpreneur Canada pour que leurs clients et leurs cohortes connaissent les programmes de la Société et qu'ils soient au courant de l'aide qu'elle peut apporter à leurs entreprises.

Cette année, les filiales de la SID ont généré des ventes de 882 000 \$ et l'équivalent de 12,2 emplois à temps plein à Fort Liard, à Fort McPherson, à Fort Providence et à Ulukhaktok. Grâce au programme de filiales, 111 résidents de ces collectivités ont touché un revenu en produisant des objets d'art et d'artisanat pour ces entreprises. La SID continue d'appuyer le renforcement des capacités de ses filiales en soutenant leur participation à des salons professionnels et à d'autres activités de promotion.

Le rapport sur l'examen des programmes prescrit par la loi a été déposé récemment, et la SID s'affaire à en mettre les recommandations en œuvre sous l'égide de sa nouvelle direction. La SID entend continuer à soutenir le mandat économique du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et de servir les entreprises et les entrepreneurs ténois.

Tom Jensen
Directeur général

Denny Rodgers
Président

Le ministre, le président et le directeur général



Wally Schumann

Ministre responsable de la SID

Wally Schumann est le ministre responsable de la SID. Il possède aussi une petite entreprise, lui qui est un ouvrier spécialisé en carrosserie automobile (certifié Sceau rouge). Il a été président du Conseil des Métis de Hay River, membre du comité de la participation autochtone de la Chambre des mines des TNO, et administrateur pour l'Association des manufacturiers des TNO.



Denny Rodgers

Président de la SID

Denny Rodgers, qui réside à Inuvik depuis 1994, a été maire de cette ville et est actuellement directeur du développement commercial de la Société de développement des Inuvialuits. Il occupe présentement le poste d'administrateur public du Collège Aurora et a exercé les fonctions de président ou de membre du conseil d'administration de plusieurs organismes territoriaux sans but lucratif au cours de sa carrière.



Tom Jensen

Directeur général

Tom Jensen, qui est sous-ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement, a assumé récemment le rôle de directeur général par intérim. En tant que nouveau directeur général de la SID, il apporte de nombreuses années d'expérience en tant que leader dans de nombreux domaines du secteur public, dont le développement économique et commercial. Passionné par le soutien à la création et à l'expansion d'entreprises, il a acquis une expérience pratique avec des entreprises qu'il a exploitées avec succès dans les domaines de la fabrication de produits du bois et de l'hôtellerie.

Conseil d'administration (au 31 mars 2019)

Le conseil d'administration de la Société est composé de gens d'affaires nommés par le ministre responsable de la SID. Pour être admissibles, ils doivent avoir été propriétaires ou gestionnaires d'une entreprise aux TNO ou posséder une expertise pertinente pour l'économie des Territoires du Nord-Ouest.

Les administrateurs ont différentes compétences en affaires et représentent diverses collectivités ténoises.

Darrell Beaulieu (président)	N'dilo
Denise Yuhas (vice-présidente)	Fort Smith
Gwen Robak	Hay River
Andy Wong	Yellowknife
Denny Rodgers	Inuvik
Joanne Deneron	Fort Liard
Charlie Furlong	Aklavik

Comité d'audit (au 31 mars 2019)

Créé par le Conseil d'administration de la SID, le Comité d'audit a pour mission d'aider la Société à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance, notamment dans la présentation des rapports financiers, l'audit et le respect des lois.

Certains ont une expertise en comptabilité, en prêts, en placements ou dans des domaines connexes.

Denise Yuhas (présidente)	Fort Smith
Joanne Deneron (vice-présidente)	Fort Liard
Louise Lavoie	Yellowknife
Denny Rodgers	Inuvik

Nouveaux administrateurs (au 1^{er} juillet 2019)

Le 1^{er} juillet 2019, la SID a accueilli trois nouveaux administrateurs. Au même moment, Denny Rodgers a été nommé président de la SID. Les mandats de Darrell Beaulieu, de Denise Yuhas et de Joanne Deneron sont arrivés à échéance; la SID tient à remercier ces trois membres pour le dévouement qu'ils ont manifesté à l'endroit du conseil au fil des ans.

David Connelly	Yellowknife
Lloyd Jones	Fort Smith
Janet Toner	Yellowknife

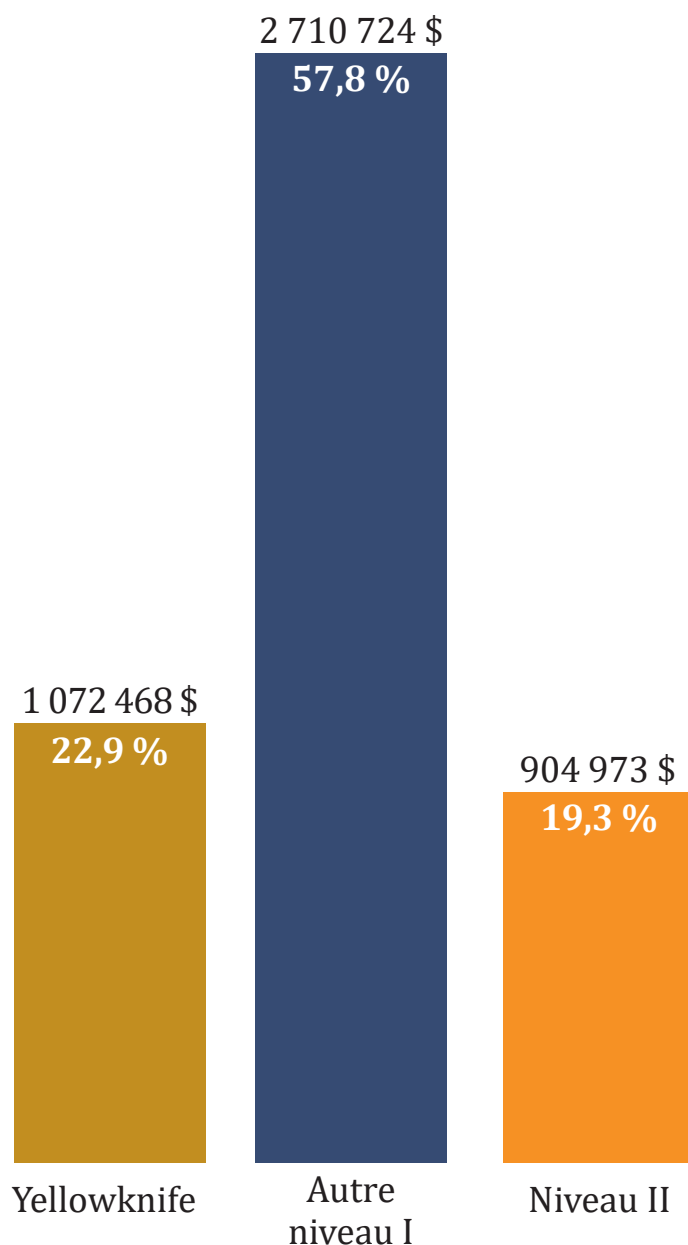
Présentation de la SID

La SID a été créée le 1^{er} avril 2005 par l'adoption de la Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest, grâce à laquelle ont fusionné la Société de développement et la Société de crédit commercial des Territoires du Nord-Ouest. La Loi décrit le mandat de la SID, qui consiste à appuyer le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) dans la poursuite de ses objectifs économiques d'une manière qui profite à la population et à l'économie ténosées.

La SID fournit du financement par emprunt et par actions aux entreprises ténosées. Deux grands types de financement par actions sont offerts : les actions privilégiées de sociétés détenues et gérées à l'extérieur (Programme de capital d'investissement) et les actions ordinaires d'entreprises dont la SID est l'actionnaire majoritaire (Programme de filiales). De plus, pour rendre ses programmes et services complémentaires la SID offre des services de soutien aux entreprises dans l'ensemble des TNO; elle peut ainsi aider ses clients à toutes les étapes de leur développement en leur fournissant le soutien nécessaire pour atteindre leurs objectifs opérationnels.

En 2018-2019, la SID a déboursé 4,69 millions de dollars en nouveaux prêts ainsi qu'en nouvelles subventions et contributions. De ces fonds, 77 % ont été accordés ailleurs qu'à Yellowknife.

Aide financière déboursée par niveau de collectivité



Collectivités de niveau I

Collectivités dotées d'une infrastructure commerciale et de liens de transport aérien ou routier bien développés. Fort Smith, Hay River, Inuvik et Yellowknife (incluant N'Dilo).

Collectivités de niveau II

Collectivités dotées d'une infrastructure commerciale et de liens de transport aérien ou routier moins développés. Toutes les autres collectivités ténosées.

Présentation de la SID

Aide financière accordée en 2018-2019 (par secteur d'activité)

Secteur de l'industrie	Facilités de crédit		Contributions		Filiales	
	N ^{bre}	(000) \$	N ^{bre}	(000) \$	N ^{bre}	(000) \$
Agriculture	1	101				
Artisanat			15	82	2	240
Construction	3	530				
Services d'éducation			2	20		
Cinéma			2	14		
Pêche			2	10		
Information et industries culturelles			1	1		
Fabrication	3	265			2	375
Autres services			1	15		
Services professionnels, scientifiques et techniques	1	5	4	35		
Immobilier et location	2	325				
Commerce de détail	1	154	2	30		
Transport et stockage	2	1 376				
Voyage et tourisme	3	1 095	1	5		
Commerce de gros					1	10
TOTAL	16	3 851 \$	30	212 \$	5	625 \$

Aide financière accordée en 2018-2019 (par région)

Slave Nord	Slave Sud	Sahtú	Dehcho	Beaufort-Delta
1 072 469 \$	2 071 890 \$	20 316 \$	212 376 \$	1 311 114 \$

Programme de facilités de crédit

Le portefeuille des facilités de crédit de la SID s'élevait à environ 45 M\$ (incluant 4 millions de dollars en intérêts non comptabilisés comme des revenus). De nouvelles facilités de crédit de 3,71 M\$ ont été approuvées, 3,85 M\$ ayant été accordés (en incluant des montants approuvés l'année précédente) au cours de l'exercice 2018-2019.

Les clients de la SID ont accès aux facilités de crédit suivantes :

45 M\$

Portefeuille des facilités de crédit

Des facilités de prêt

- Des prêts à terme généraux sont offerts aux clients qui ne sont pas en mesure d'obtenir du financement bancaire. Ils peuvent choisir entre des modalités fixes ou variables.

Des lettres de crédit de soutien

- Ces lettres de soutien aident les clients à remporter des appels d'offres ou à gagner la confiance de fournisseurs en leur garantissant des paiements.

Des mécanismes de garantie

- Les garanties de fonds de roulement aident les clients à obtenir du financement à ce titre pour leur entreprise par l'entremise des banques conventionnelles. Cela permet aux petites entreprises disposant de fonds limités de s'épanouir tout en établissant une relation avec un bailleur de fonds traditionnel.

** Il s'agit d'intérêts accumulés sur des prêts douteux. Ils ne sont pas comptabilisés en tant que revenus, car leur remboursement est douteux.*

Programme de facilités de crédit

Gestion des risques de crédit

- Comme le décrit sa politique d'analyse des risques, la SID utilise de saines pratiques de gestion des risques pour garantir que les clients qui accèdent au financement aient la volonté et la capacité de rembourser la Société et de bâtir des entreprises durables.

278 demandes approuvées et
95,8 M\$
accordés en facilités de crédit depuis 2005-2006

Programme de capital d'investissement

Par l'intermédiaire de ce programme, la SID fait des investissements en capital dans différentes entreprises des TNO et reçoit en échange des actions privilégiées.

Les entreprises bénéficiaires versent des dividendes à la SID, les taux de dividendes étant fixés en fonction des risques. Ces entreprises peuvent racheter leurs actions à tout moment.

Les fonds investis peuvent être utilisés pour soutenir un vaste éventail d'activités de création d'emplois. Ils peuvent également augmenter vos chances d'attirer du financement supplémentaire en provenance du secteur privé.

Ce programme fait l'objet d'une révision dans le cadre de la récente revue des programmes.

Programme de filiales

Ce programme suscite la prise en charge communautaire et épaulé les CA des filiales locales, la SID assurant des fonctions centralisées de soutien opérationnel général, de comptabilité et de marketing. Il y a eu, en 2018-2019, cinq filiales actives :

- Arctic Canada Trading Company Ltée (ACTCL)
- Acho Dene Native Crafts Ltée (ADNC)
- Dene Fur Clouds Ltée (DFC)
- 910344 NWT Ltée (Fort McPherson Tent and Canvas) (FMTC)
- 5983 NWT Ltée (Ulukhaktok Arts Centre) (UAC)

Trois des filiales sont impliquées dans les arts et l'artisanat traditionnels et utilisent des matériaux typiques; ce type d'entreprise soutient toutes les collectivités des Territoires du Nord-Ouest. Elles vendent une gamme de produits nordiques et sont situées dans différentes régions des TNO. Par l'entremise de l'Arctic Canada Trading Company, la SID commercialise les créations des filiales dans 70 galeries et boutiques de cadeaux situés partout au Canada, de même qu'en Alaska et au Vermont. La SID contribue aussi à la promotion de chacune des filiales et de leurs produits en offrant une foule de services : stratégie de marque, publicité, distribution, conception de sites Web, options de cybercommerce, vidéos promotionnelles, création de dépliants, présence aux foires commerciales, services de vente, etc.

Filiale Ventes en 2018-2019 (en milliers de dollars)

Filiale	Ventes en 2018-2019 (en milliers de dollars)
ACTCL*	10
ADNC	156
DFC	124
FMTC	499
UAC	93
Total	882

* Les revenus d'exploitation de l'ACTCL proviennent exclusivement de la vente des stocks restants d'articles de cuir de bœuf musqué.



Capuchon en tricot de fourrure de castor rasée avec bordure en renard de Dene Fur Clouds

PROGRAMMES ET SERVICES

Programme de filiales

Maintien des emplois dans les collectivités

En 2018-2019, les filiales de la SID ont eu 12,20 employés directs et ont soutenu 111 artisans en leur achetant pour 157 000 \$ en produits locaux.

12,20

Employés équivalents temps plein engagés par les filiales de la SID en 2018-2019

Filiale	Collectivité	Emplois directs		Variation
		2018-2019	2017-2018	
ACTCL	Yellowknife	N/A	N/A	N/A
ADNC	Fort Liard	1,21	1,36	(0,15)
DFC	Fort Providence	3,99	4,00	(0,01)
FMTC	Fort McPherson	6,00	5,53	0,47
UAC	Ulukhaktok	1,00	1,12	(0,12)
Total		12,20	12,01	0,19



Boutique d'Acho Dene Native Crafts à Fort Liard.

PROGRAMMES ET SERVICES

Programme de filiales



The image features a map of the Northwest Territories (Territoires du Nord-Ouest) in light green, set against a light blue background representing the surrounding Arctic region. Four callout boxes, each with a colored pointer, highlight specific business programs. The boxes are arranged around the map: top-left (orange pointer), top-right (dark blue pointer), bottom-left (purple pointer), and bottom-right (brown pointer). Each box contains a logo, the name of the program, its location, website, and a brief description of its products or services.



Fort McPherson
Tent & Canvas

Fort McPherson, NT
FortMcPhersonTent.com

Fort McPherson Tent & Canvas fabrique toutes sortes de produits en toile : tentes, tipis, sacs, sacs à dos, etc.



Ulukhaktok
Arts Centre

Ulukhaktok, NT
Ulukhaktok.com

Anciennement connu sous le nom de Holman Print Shop, l'Ulukhaktok Arts Centre crée et vend des sculptures, estampes et tricots fabriqués dans la collectivité.



Acho Dene
Native Crafts

Fort Liard, NT
Adnc.ca

Entreprise basée à Fort Liard, Acho Dene Native Crafts crée et vend des vêtements, bijoux, accessoires, souvenirs, paniers et autres articles en écorce de bouleau fabriqués dans la collectivité.



Dene Fur
Clouds

Fort Providence, NT
DeneFurClouds.com

Entreprise basée à Fort Providence, Dene Fur Clouds produit des vêtements à partir de peaux de castor, de lynx, de renard et de lièvre arctique.



Arctic Canada
Trading Company

ArcticCanadaTrading.com

Promotion des filiales de la SID et de leurs produits.

PROGRAMMES ET SERVICES

Programme de contributions : Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises (FDEE)

Le programme de contribution de la SID fournit des fonds pour aider les entrepreneurs à démarrer ou à faire croître une entreprise. En 2018-2019, le programme a été particulièrement populaire alors que la SID a approuvé 243 401 \$ en contributions; 212 215 \$ ont été versés au cours de l'exercice, et le reste des montants approuvés sera accordé en 2019-2020.

Le financement régulier peut être utilisé pour des dépenses liées au démarrage ou à l'expansion, à l'achat de matières premières (pour la production artistique ou artisanale) et à des projets à court terme qui créent de l'emploi. La limite de financement pour une période de 5 ans s'élève à 20 000 \$ (10 000 \$ pour les entreprises situées dans les collectivités de niveau I). Le programme est réservé aux entreprises ayant des revenus annuels de 500 000 \$ ou moins.

Le financement de suivi peut servir à financer l'achat de logiciels ou de services de comptabilité, la planification de la relève, ou la participation à des programmes de formation liés à l'entrepreneuriat. Le montant maximum à vie alloué est de 5000 \$ (3000 \$ pour les entreprises situées dans les collectivités de niveau I).

36

Demandes de financement
au titre du FDEE approuvées
en 2018-2019

243 401 \$

Montant de financement
accordé au titre du FDEE en
2018-2019

374 demandes approuvées pour

2,6 M\$

accordés au titre du FDEE depuis 2005-2006

Services aux entreprises

La SID aide les Ténois à démarrer et à faire croître leurs entreprises.

La SID poursuit l'intégration de sa stratégie de prestation de services en français. Les Ténois qui veulent se lancer en affaires aux TNO peuvent maintenant accéder à tous les programmes de la SID, en français comme en anglais.

La SID poursuit l'actualisation de ses services en ligne pour les entreprises, y compris en tenant à jour son guide Comment se lancer en affaires aux Territoires du Nord-Ouest.

La SID administre Entreprises Canada-TNO, un membre du réseau Entreprises Canada, qui offre aux petites entreprises et aux sociétés en démarrage un vaste éventail de renseignements et de références sur les services, les programmes et les règlements du gouvernement. La SID administre Entreprises Canada-TNO (ECTNO) en partenariat avec l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor). Les services d'ECTNO sont offerts en ligne et par l'entremise de partenaires communautaires dans l'ensemble des TNO.

Les services offerts aux entreprises incluent:

- Une bibliothèque de ressources d'affaires indexée en ligne pour que les clients de n'importe quelle collectivité puissent se les faire expédier par la poste.
- Un numéro 1-800 grâce auquel les clients des collectivités ténoises peuvent obtenir des renseignements propres à leur région.

- entreprisescanada.ca - du contenu créé et géré spécialement à l'intention des Ténois par ECTNO.
- Des vidéos éducatives et des cyberconférences à l'intention des entrepreneurs.
- Des services administratifs et des ressources de planification offerts en personne par la SID et des organismes partenaires.
- La coordination de la Semaine de la PME en collaboration avec des intervenants du milieu des affaires.

En 2018-2019, ECTNO a servi 226 clients en personne, 106 au téléphone et 103 par courriel. La SID a aussi organisé 43 formations auxquelles ont participé 90 personnes.



PROGRAMMES ET SERVICES

Services aux entreprises



Les Ténois voulant se lancer en affaires ou faire croître leur entreprise peuvent trouver des ressources et des postes de travail au centre de services aux entreprises de la SID.

SÉANCES DE FORMATION POUR ENTREPRENEURS OFFERTES À L'ANNÉE

La SID a continué d'offrir des formations tout au long de l'exercice 2018-2019. Ces séances gratuites et interactives portent sur des sujets tels que la tenue de livres, la fiscalité et le marketing. Au total, 43 séances ont été tenues au cours de l'exercice et 90 entrepreneurs y ont pris part.

Pour consulter l'horaire détaillé des prochaines séances : www.bdic.ca/calendar.



Services aux entreprises



LA SID RENCONTRE UNE DÉLÉGATION FINLANDAISE

Le 22 mars, la direction de la SID a rencontré une délégation finlandaise à Yellowknife sur l'initiative du Service des délégués commerciaux du Canada.

L'équipe, qui a rencontré des représentants d'entreprises privées ténoises, a discuté des possibilités d'exportation entre la Finlande et les Territoires du Nord-Ouest.

La réunion a également donné lieu à des échanges sur d'éventuels débouchés en Europe du Nord pour les produits des filiales de la SID. La délégation a acheté des produits d'art et

d'artisanat pour les exposer en Finlande.

Sur la photo ci-dessus, de gauche à droite : Francis Uy, consul et délégué commercial principal à l'ambassade du Canada en Finlande, Christine Wong, directrice adjointe à la Direction des missions commerciales, des consultations et de la sensibilisation d'Affaires mondiales Canada, Pawan Chugh, directeur général de la SID, Jarno Valkeapää, conseiller aux Affaires commerciales et aux échanges commerciaux à l'ambassade de Finlande à Ottawa, et Darrell Beaulieu, président de la SID.

440

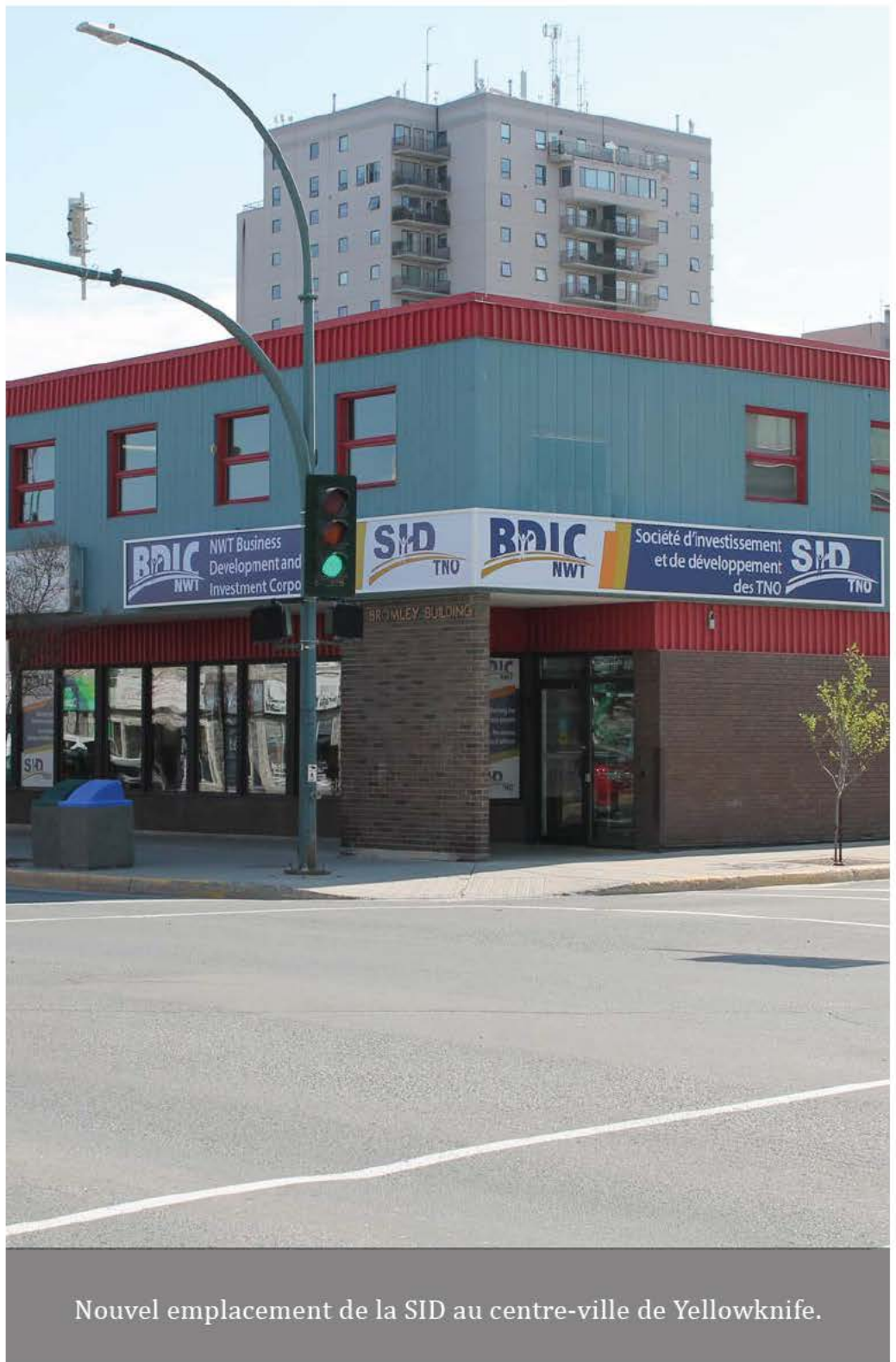
Clients servis au centre de services en 2018-2019

Nouvel emplacement du siège de la SID

En mars 2019, la SID a déménagé dans de nouveaux locaux pour mieux servir les Ténos.

La SID accueille maintenant ses clients au 5009, 50e Avenue (immeuble W. H. Bromley), à Yellowknife. En plus d'offrir une visibilité accrue à la SID, le nouvel emplacement lui permet d'offrir un meilleur accès aux services aux entreprises ainsi qu'un service à la clientèle amélioré aux entrepreneurs et aux résidents Ténos.

En plus d'améliorer l'accessibilité pour le public, en particulier les clients des collectivités des TNO, le nouvel emplacement permettra à la SID d'organiser un plus grand nombre d'activités publiques, telles que des journées portes ouvertes, des séances de formation pour entrepreneurs et des ateliers.



Nouvel emplacement de la SID au centre-ville de Yellowknife.

Services aux entreprises

La SID participe à des événements sectoriels

La SID a participé à plusieurs événements cette année afin de promouvoir ses programmes et ses services et de rencontrer les Ténois.

Poursuivant son étroite collaboration avec le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO), le personnel de la SID a pris part au café-emploi du printemps à Yellowknife. Les cafés-emploi permettent aux employeurs et aux chercheurs d'emploi de se rencontrer et à la SID d'informer ces derniers sur l'entrepreneuriat. Au moins 125 personnes ont participé à l'événement. La SID a également commandité les célébrations

du **15^e anniversaire du CDÉTNO** pour que la communauté francophone puisse mieux connaître ses services.

La SID a aussi parrainé la **Conférence sur l'investissement autochtone en Arctique** de 2018 et la cérémonie de remise des prix.

Pour souligner la réussite d'une nouvelle entreprise de Yellowknife, la SID a remis le **prix de la nouvelle entreprise innovante** lors du gala organisé par la Chambre de commerce de Yellowknife.

Enfin, la SID a parrainé le **Forum économique des leaders autochtones**, événement au cours duquel des experts qui ont discuté des possibilités et des enjeux de l'économie ténoise.



La SID a commandité la cérémonie de remise des prix de la Conférence sur l'investissement autochtone en Arctique. De gauche à droite, Albert Drapeau, directeur général de Chambre de commerce des Premières nations du Yukon, Bobby Drygeese, de B. Dene Adventure (entreprise lauréate du Prix du champion communautaire de l'année aux TNO), Michelle Kolla, présidente de la Chambre de commerce des Premières nations du Yukon, Darrell Beaulieu, président de la SID, et Pawan Chugh, directeur général de la SID.

PROGRAMMES ET SERVICES

Services aux entreprises

La SID s'associe avec des organismes ténois pour soutenir les entrepreneurs



PHOTO : SAMANTHA STUART PHOTOGRAPHY

Les gagnantes du concours d'incubation d'entreprises Win Your Space YK de 2018. De gauche à droite : Marilyn McGurran (Longarm of the North), troisième place et Choix du public, M. le maire Mark Heyck, Mary Kelly (Music Space), la première place, et Kerri Nolting (Kerri's Kreations), deuxième place.

Win Your Space YK

La SID a de nouveau accordé son soutien au concours d'incubation d'entreprises Win Your Space YK organisé par la Ville de Yellowknife et la Chambre de commerce de l'endroit.

Grâce à cette initiative, les entreprises de Yellowknife ont la possibilité de remporter une année de loyer gratuit au centre-ville de Yellowknife.

La SID s'est impliquée en siégeant au comité de planification, en offrant du financement en vertu de ses programmes aux candidats et au gagnant ainsi qu'en ouvrant son centre de services aux entreprises aux candidats potentiels et aux entrepreneurs travaillant sur leurs plans d'affaires.

Services aux entreprises

Stimuler l'entrepreneuriat autochtone et communautaire

Le personnel de la SID a présenté les programmes et les services qu'elle offre à la première cohorte d'entrepreneurs ténois dans le cadre du programme EntrepreNorth. La première cohorte était composée de représentants d'entreprises ténoises qui fabriquent et vendent des produits de la terre et de la mer.

La SID a également contribué à la création d'un fonds pour soutenir les entrepreneurs autochtones des TNO. En collaboration avec d'autres fournisseurs de programmes destinés aux entreprises des TNO, du Nunavut et du Yukon, la SID a contribué à recenser les appuis financiers, en particulier les investissements en actions, offerts aux entreprises du Nord. La SID est bien placée pour soutenir les entreprises qui ont besoin d'investissements grâce à son Programme de capital-risque.

Atelier sur les occasions d'affaires de Whati

La SID a présenté de l'information sur le démarrage d'une entreprise aux TNO à Whati, à l'occasion d'un atelier organisé par le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement et le gouvernement communautaire tlicho sur les possibilités générées par la route toutes saisons. Le personnel de la SID a présenté de l'information sur les entreprises ainsi que des exemples d'occasions d'affaires susceptibles d'intéresser les membres de la collectivité.

Ateliers ABEST

La SID a assisté et présenté des exposés à deux ateliers organisés par l'Association des femmes autochtones du Canada pour soutenir



La SID a participé à l'atelier sur les occasions d'affaires générées par la route toutes saisons tenu à Whati.

l'entrepreneuriat autochtone. Il a été question d'une formation sur la création d'un plan d'affaires, la commercialisation, le financement et les opérations.

Le Programme de formation en entrepreneuriat et en affaires autochtones (Aboriginal Business & Entrepreneurship Skills Training Program, ou ABEST) a été offert à Hay River et à Yellowknife. Des représentants de la SID étaient présents pour fournir aux participants des renseignements d'affaires ainsi que sur les programmes de la SID.

UNE HISTOIRE À SUCCÈS DE LA SID

Saveurs de l'artisan

Voyageur expérimenté, Étienne Croteau a toujours aimé découvrir de nouvelles cultures culinaires et de nouvelles épices. Désireux de partager sa passion avec les Ténos, il a décidé de fonder Saveurs de l'artisan en 2016.

Saveurs de l'artisan a commencé par servir des dîners chauds et vendre des repas à emporter et des épices rares. L'entreprise a également offert des cours de cuisine et des services de traiteur à ses clients. En novembre 2018, Étienne Croteau a déménagé son entreprise dans des locaux plus spacieux au Centre du patrimoine septentrional du Prince-de-Galles, à Yellowknife. Selon M. Croteau, Saveurs de l'artisan est plus qu'un restaurant, car il offre à ses clients l'occasion de vivre une aventure culinaire : « Nous offrons une expérience à nos clients ».

Étienne Croteau souligne que l'aide précieuse de la SID a permis à son entreprise de connaître rapidement du succès. Il a participé à un camp de formation de trois jours, organisé en partenariat avec la SID, où il a eu de l'aide pour créer et raffiner son plan d'affaires.

Il a également obtenu du financement au titre du Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises de la SID. « J'ai pu profiter d'une aide importante pour élaborer mon plan d'affaires ainsi que d'une aide financière sous la forme d'une contribution qui m'a permis d'acheter l'équipement dont j'avais besoin pour réussir dès le début », a-t-il déclaré.

Avant de lancer Saveurs de l'artisan, M. Croteau travaillait comme traiteur à son propre compte. Il a fait des études en gestion de projet et en cuisine française. Après seulement quelques années en affaires, il pense déjà à un autre projet : cultiver des légumes localement pour approvisionner Saveurs de l'artisan.



Étienne Croteau est toujours à la recherche de nouvelles cultures culinaires et partage sa passion pour la cuisine avec ses clients.



Résultats 2018-2019

Les objectifs ci-dessous ont été approuvés par le CA dans le plan directeur 2018-2019 de la SID.

Objectif	Cibles	État
Améliorer et promouvoir les programmes et les services de la SID	Cible de 2018-2019 : La SID offre des programmes et des services améliorés et en fait la promotion auprès du public.	La SID continue d'améliorer et de promouvoir ses programmes et ses services. En 2018-2019, la SID a emménagé dans de nouveaux locaux afin de mieux promouvoir ses programmes et ses services.
Mieux connaître l'avis des clients	Cible de 2018-2019 : La SID a mis un système en place pour recueillir les commentaires de ses clients.	La SID dispose d'un certain nombre de mécanismes pour permettre à ses clients de s'exprimer. Les clients qui se rendent au Centre de services aux entreprises reçoivent à la fin de leur visite un formulaire sur lequel ils peuvent formuler des commentaires. Le guide de la SID Comment se lancer en affaires aux TNO permet maintenant aux utilisateurs de formuler des commentaires sur le contenu et de suggérer des améliorations. Dans le cadre de la stratégie sur les services en français, les clients qui reçoivent un service de la SID en français ont la possibilité de transmettre leurs commentaires au Secrétariat aux affaires francophones du GTNO.
Augmenter la capacité d'exportation des filiales de la SID	Cible de 2020-2021 : Les filiales de la SID exportent leurs produits vers les principaux marchés internationaux.	La SID a collaboré avec le Service des délégués commerciaux pour explorer de nouveaux marchés pour les produits de ses filiales. Parmi les marchés potentiels, mentionnons la Finlande pour les œuvres d'art et l'artisanat, l'Allemagne pour les tentes et les tipis et la Corée du Sud pour les produits en fourrure.

Résultats 2018-2019

Objectif	Cibles	État
Améliorer la gestion des risques du taux d'intérêt fixé par la SID	Cible de 2018-2019 : Procéder à une évaluation complète des pratiques exemplaires dans la gestion des risques de taux d'intérêt.	La SID a terminé l'évaluation de la gestion des risques associés aux taux d'intérêt de son Programme de facilités de crédit.
Fournir du soutien à l'entrepreneuriat aux Autochtones, aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées	Cible de 2018-2019 : La SID révisera ses programmes afin de fournir du soutien à l'entrepreneuriat aux Autochtones, aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées.	En 2018-2019, la SID a rencontré des organismes afin d'apporter du soutien à l'entrepreneuriat aux Autochtones, aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées. Parmi ces organismes, mentionnons l'Association des femmes autochtones du Canada, par le biais de l'Aboriginal Business & Entrepreneurship Skills Training Program, EntrepreNorth et Futurpreneur Canada. La SID poursuit son travail de sensibilisation et de soutien à ces entrepreneurs.

Radiation et remise de dettes

Le Conseil d'administration de la SID peut approuver la radiation de dettes. Les dettes radiées peuvent toujours être recouvrées, mais une valeur de zéro est inscrite aux états financiers de la SID.

Le Conseil de gestion financière peut approuver la renonciation de dettes. Une dette remise est effacée

des états financiers, car la SID n'est plus en mesure de la recouvrer.

En 2018-2019, un compte a été radié par le Conseil d'administration, tandis que trois renonciations ont été approuvées par le Conseil de gestion financière.

Dettes remises par le Conseil de gestion financière

DDA Northern Safety Services ltée	90 262,38 \$
Drum Lake Lodge ltée	101 654,96 \$
Paulette & Clarke Renovations ltée	61 264 \$

Dette radiée par le Conseil d'administration

5510 NWT ltée s/n Kozy Carpets	165 942 \$
--------------------------------	------------

Total

419 123,34 \$

DÉCAISSEMENTS

La SID a versé des fonds aux entreprises ténoises suivantes au cours de l'exercice 2018-2019.

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Programme	Montant total décaissé
5983 N.W.T. Itée (s/n d'Ulukhaktok Arts Centre)	SID	Ulukhaktok	Filiale	90 000,00 \$
913044 NWT Itée (s/n de Ft. McPherson Tent and Canvas)	SID	Fort McPherson	Filiale	275 000,00 \$
Acho Dene Native Crafts Itée	SID	Fort Liard	Filiale	150 000,00 \$
Arctic Canada Trading Company Itée	SID	Yellowknife	Filiale	10 000,00 \$
Dene Fur Clouds Itée	SID	Fort Providence	Filiale	100 000,00 \$
506511 NWT inc. (s/n de Sundog Maintenance Services)	Cadwell-Lepine, Paula, et Lepine, John	Fort Smith	Crédit	200 000,00 \$
5891 N.W.T. Itée	Ramirez, Ranilo, et Relucio, Jessica	Yellowknife	Crédit	502 200,00 \$
Alietum Itée	Waugh, Jennifer	Yellowknife	Crédit	4 650,00 \$
Arctic Chalet Ltée	Falsnes, Judi, et Falsnes, Olav	Inuvik	Crédit	421 383,00 \$
Arctic Char Expeditions inc.	Carpenter, Bradley, Carpenter, Merle, et Reidford, Gary	Inuvik	Crédit	263 095,81 \$
Boden Farms Inc	Boden, Anne, et Boden, Peter	Hay River	Crédit	100 890,00 \$
Dobbin's Construction Itée	Dobbin, Darren	Yellowknife	Crédit	135 000,00 \$
Ewen, Michael (s/n d'Extreme Adventures Canada)	Ewen, Michael	Yellowknife	Crédit	171 000,00 \$
Freund, Brandon M.T. (s/n de Hayze Electric)	Freund, Brandon M.T.	Fort Smith	Crédit	195 000,00 \$
Hardisty, Betty	Hardisty, Betty	Fort Simpson	Crédit	62 376,00 \$
L & A Aviation Itée (s/n de Landa Aviation)	King, Darcy, et King, Kimberly	Hay River	Crédit	1 016 000,00 \$
Maund, Cara Amy (s/n de Laughing Lichen, Wildcrafted Herb & Tea)	Maund, Cara (Amy)	Yellowknife	Crédit	150 000,00 \$
Northwestern Air Lease Itée	Harrold, Brian, et Harrold, Terry	Fort Smith	Crédit	360 000,00 \$
Sunrise Cabinets & Millwork Itée	MacDonald, Chivon, et MacDonald, Mark	Enterprise	Crédit	100 000,00 \$

DÉCAISSEMENTS

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Programme	Montant total décaissé
Verbonac, Marty	Verbonac, Marty	Inuvik	Crédit	154 355,00 \$
Yellowknife Glass Recyclers Cooperative Itée	Beaudin, Alex, Grogono, Matthew, et Grogono, Sonai	Yellowknife	Crédit	15 000,00 \$
Adam, Sarah	Adam, Sarah	Tuktoyaktuk	Contribution	5 102,00 \$
Alberta, Dorathy (o/a de Little Duckling Day Home)	Alberta, Dorathy	Norman Wells	Contribution	14 746,50 \$
Alietum Itée	Waugh, Jennifer	Yellowknife	Contribution	10 226,80 \$
Blake, Karlyn	Blake, Karlyn	Aklavik	Contribution	7 491,62 \$
Break Away Fitness Itée	Lubansa, Brighton	Yellowknife	Contribution	10 000,00 \$
Julia Cockney	Julia Cockney	Tuktoyaktuk	Contribution	1 590,49 \$
Cormier, Shaun (s/n de Ninety-Two Photography)	Cormier, Shaun	Tuktoyaktuk	Contribution	7 557,88 \$
Elias Services	Elias, Erwin	Tuktoyaktuk	Contribution	20 000,00 \$
Forsbloom, Derek (s/n de Due North Services)	Forsbloom, Derek	Yellowknife	Contribution	6 791,87 \$
Francis, Jessica	Francis, Jessica	Fort McPherson	Contribution	9 354,46 \$
Gardiner, Jazmine (s/n de Soaring Tortoise)	Gardiner, Jazmine	Yellowknife	Contribution	898,65 \$
Goose, Rex	Goose, Rex	Ulukhaktok	Contribution	3 201,77 \$
Grant, Joanna (s/n de Jom Film)	Grant, Joanna	Yellowknife	Contribution	5 511,80 \$
Gruben, Terri	Gruben, Terri	Tuktoyaktuk	Contribution	3 036,23 \$
Kelly, Mary (s/n de Music Interchange)	Kelly, Mary	Yellowknife	Contribution	10 000,00 \$
Kingsley, Aiden	Kingsley, Aiden	Yellowknife	Contribution	8 335,66 \$
Loreen, Caroline	Loreen, Caroline	Tuktoyaktuk	Contribution	4 659,00 \$
Nuttall, Elizabeth	Nuttall, Elizabeth	Tuktoyaktuk	Contribution	1 591,00 \$
Okheena, Denise	Okheena, Denise	Ulukhaktok	Contribution	6 755,51 \$
Ovoyuak, Janette	Ovoyuak, Janette	Tuktoyaktuk	Contribution	3 733,89 \$
Souchko, Romane (s/n de Playground Creative Agency)	Souchko, Romane	Yellowknife	Contribution	8 586,51 \$
Storr, Terri-Lynn	Storr, Terri-Lynn	Aklavik	Contribution	9 099,04 \$
Storr, Verna	Storr, Verna	Tuktoyaktuk	Contribution	8 367,20 \$
Tambour, Henry (s/n de Henry's Consulting Services)	Tambour, Henry	Réserve de Hay River	Contribution	5 569,74 \$

DÉCAISSEMENTS

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Programme	Montant total décaissé
Teddy, Charmaine	Teddy, Charmaine	Tuktoyaktuk	Contribution	4 406,00 \$
Torindo, Dillon (s/n de YK Galaxy Junior Soccer Team)	Torindo, Dillon	Yellowknife	Contribution	10 599,00 \$
Vaillancourt, Stephanie	Vaillancourt, Stéphanie	Yellowknife	Contribution	2 958,51 \$
Villebrun, Greta	Villebrun, Greta	Tsiigehtchic	Contribution	6 334,20 \$
White Bear Geomatics Ltée	Schuler, Ryan	Yellowknife	Contribution	10 709,94 \$
Wolkie, Annie (s/n de Binakluq Litkuk Outfitting)	Wolkie, Annie	Paulatuk	Contribution	5 000,00 \$

TOTAL : 4 688 165,08 \$

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

États financiers consolidés

Exercice se terminant le

31 mars 2019

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Responsabilité de la direction pour la communication de l'information financière

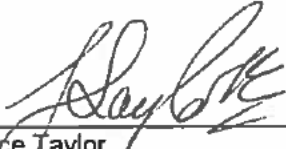
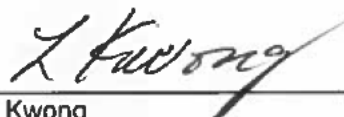
La responsabilité des états financiers consolidés ci-joints de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest (« la Société ») incombe à la direction de la Société. Ces états financiers consolidés ont été examinés et approuvés par son conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables pour le secteur public au Canada (NCSP). Lorsque les NCSP permettent d'utiliser d'autres méthodes de comptabilité, la direction a choisi celles qui sont les plus appropriées. Au besoin, la direction a eu recours à ses meilleures estimations et à son jugement pour préparer les présents états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités quant à l'intégrité, à la fidélité et à la qualité des états financiers consolidés, la direction veille au maintien des moyens et des méthodes de contrôle financier et de gestion conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont adéquatement autorisées et comptabilisées, que les actifs sont protégés, que des documents comptables adéquats sont tenus et que la Société se conforme aux règlements sur les conflits d'intérêts et aux lois applicables. Ces moyens et méthodes de contrôle permettent d'assurer la conduite ordonnée des affaires, l'exactitude des livres comptables, la préparation des renseignements financiers en temps opportun et le respect des politiques et des exigences réglementaires de la Société.

Le Conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôle interne. Il exerce cette responsabilité par l'entremise du Comité d'audit, lequel est formé de membres qui ne sont pas des employés de la Société. Le Comité d'audit rencontre la direction régulièrement. De plus, les auditeurs externes ont accès entièrement et librement au Comité d'audit.

L'auditeur externe indépendant de la Société, soit le vérificateur général du Canada, est responsable de l'audit des opérations et des états financiers consolidés de la Société ainsi que de la production d'un rapport à cet égard.


Joyce Taylor
Directeur général
Leonard Kwong
Directeur des finances et des programmes

Le 23 août 2019



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre responsable de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2019, et l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 mars 2019, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation consolidée de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à

la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Pour le vérificateur général du Canada par intérim,



David Irving, CPA, CA
Directeur principal

Edmonton, Canada
Le 23 août 2019

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest
États financiers consolidés (31 mars 2019)

	<u>Page</u>
État consolidé de la situation financière	7
État consolidé de la variation des actifs financiers nets	8
État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11 à 29
Tableau A – Tableau consolidé des immobilisations corporelles	30

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé de la situation financière (en milliers de dollars)**

	31 mars 2019	31 mars 2018
	\$	\$
Actifs financiers		
Trésorerie (note 3)	17 245	15 574
Créances	204	103
Stocks destinés à la revente (note 4)	458	566
Prêts (notes 5 et 6)	37 924	38 497
	55 831	54 740
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	1 450	1 209
Avantages sociaux futurs (note 8)	315	321
Avances du gouvernement (note 9)	20 934	20 935
Obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation	30	25
	22 729	22 490
Actifs financiers nets	33 102	32 250
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (tableau A)	338	243
Charges payées d'avance	5	26
	343	269
Excédent accumulé	33 445	32 519

Placements à risque (note 7)

Engagements et éventualités (notes 12 et 13)

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par :


Denny Rodgers
Président du Conseil d'administration

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé de la variation des actifs financiers nets (en milliers de dollars)**

Exercice terminé le 31 mars	Budget 2019	Réel 2019	Réel 2018
	\$	\$	\$
Excédent pour l'exercice	472	926	1 550
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(181)	(7)
Cession d'immobilisations corporelles	-	6	-
Amortissement des immobilisations corporelles	34	80	39
	34	(95)	32
Acquisition de charges payées d'avance	-	(5)	(26)
Utilisation des charges payées d'avance	-	26	9
	-	21	(17)
Augmentation des actifs financiers nets	506	852	1 565
Actifs financiers nets, au début de l'exercice	32 248	32 250	30 685
Actifs financiers nets, à la fin de l'exercice	32 754	33 102	32 250

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé (en milliers de dollars)**

Exercice terminé le 31 mars	Budget 2019	Réel 2019	Réel 2018
	\$	\$	\$
Produits			
Intérêts sur les prêts	2 300	2 124	2 054
Ventes et autres revenus	699	916	773
Intérêts sur la trésorerie regroupée (note 3)	135	312	224
	3 134	3 352	3 051
Paiements de transfert (note 10)	2 810	2 781	3 695
	5 944	6 133	6 746
Charges (note 11)			
Prêts et placements	4 179	3 713	3 778
Vente au détail et fabrication	1 293	1 494	1 418
	5 472	5 207	5 196
Excédent pour l'exercice	472	926	1 550
Excédent accumulé, au début de l'exercice	32 517	32 519	30 969
Excédent accumulé, à la fin de l'exercice	32 989	33 445	32 519

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé des flux de trésorerie (en milliers de dollars)**

Exercice terminé le 31 mars	2019	2018
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds :		
Gouvernements	1 977	2 782
Clients	854	776
Intérêts	2 419	2 275
	5 250	5 833
Sorties de fonds :		
Rémunération et avantages sociaux	2 187	2 261
Paievements aux fournisseurs	1 193	1 149
Intérêts sur les avances du gouvernement	416	341
Subventions et contributions	212	186
	4 008	3 937
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	1 242	1 896
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(16)	(7)
Flux de trésorerie affecté aux activités d'investissement en immobilisations	(16)	(7)
Activités d'investissement		
Décaissement de prêts	(3 985)	(6 738)
Remboursement de prêts	4 431	4 897
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	446	(1 841)
Activités de financement		
Remboursement d'avances du gouvernement	(1)	(3 859)
Flux de trésorerie affecté aux activités de financement	(1)	(3 859)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	1 671	(3 811)
Trésorerie au début de l'exercice	15 574	19 385
Trésorerie à la fin de l'exercice	17 245	15 574

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La Société**a) Pouvoir**

La Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest (« la Société ») a été constituée le 1^{er} avril 2005 en vertu de la *Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest* (« la Loi »).

La Société est une société territoriale du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (« le gouvernement ») nommée à l'annexe B de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). À ce titre, la Société exerce ses activités en vertu de la partie III de la LGFP, de la *Loi* et de ses règlements, ainsi que de toute directive émise par le ministre responsable de la Société conformément à l'article 4 de la *Loi*.

b) Mandat

Le mandat de la Société est de soutenir les objectifs économiques du gouvernement en encourageant la création et le développement d'entreprises aux Territoires du Nord-Ouest, en fournissant de l'information et de l'aide financière aux entreprises ainsi qu'en investissant dans celles-ci.

c) Paiements de transfert et avances du gouvernement

Conformément à l'article 30 de la *Loi*, la Société doit soumettre annuellement, et ce, avant le début de l'exercice, un plan d'entreprise, un budget d'exploitation et un budget d'investissement qui définissent les transferts requis du gouvernement pour approbation par le Conseil de gestion financière (CGF) du gouvernement. Les transferts reçus du gouvernement visent à financer les activités de la Société, à faire des investissements dans des entreprises et à fournir des avances de fonds de roulement et des subventions d'exploitation à ces entreprises en fonction des besoins, à effectuer des transferts destinés à des projets de développement d'entreprises et à faire l'achat d'immobilisations corporelles pour la Société. Les transferts sont remboursables au gouvernement s'ils n'ont pas été entièrement dépensés durant l'exercice au cours duquel le gouvernement les a fournis.

La Société et ses organismes sont économiquement dépendants des transferts reçus du gouvernement pour poursuivre leurs activités (note 17).

Par ailleurs, l'article 26 de la *Loi* autorise le gouvernement à faire des avances sur le Trésor à la Société pour un montant n'excédant pas au total 150 millions de dollars dans le but d'offrir de l'aide financière à des entreprises ou d'investir dans celles-ci. Ces avances sont remboursables au gouvernement sur demande.

d) Impôts

La Société et ses organismes sont exemptés du paiement d'impôts municipaux, territoriaux et fédéraux en vertu de l'article 35 de la *Loi* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

e) Budget

Les chiffres du budget consolidé proviennent des budgets approuvés par le CGF et le Conseil d'administration de la Société. La haute direction de la Société a approuvé d'autres montants prévus au budget.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes comptables pour le secteur public au Canada (NCSP) établies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

a) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers consolidés conformément aux NCSP exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés d'actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants déclarés de produits et de charges durant la période de présentation de l'information financière. En raison de leur nature, ces estimations sont assujetties à une incertitude de mesure. L'incidence sur les états financiers consolidés de modifications de ces estimations et hypothèses au cours des exercices à venir pourrait être importante; toutefois, au moment de l'établissement des présents états financiers consolidés, la direction est d'avis que les estimations et les hypothèses sont raisonnables.

Les estimations les plus importantes concernent la détermination de la provision pour prêts douteux, les indemnités de départ et de déménagement et les services reçus à titre gracieux. Un changement sur le plan de la qualité du portefeuille de prêts ou de la conjoncture économique pourrait modifier considérablement ces estimations de la direction.

Les principales conventions comptables utilisées par la Société pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous.

b) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, les passifs, les produits et les charges de la Société et des organismes dont elle est responsable. Toutes les opérations et tous les soldes interentités ont été éliminés au moment de la consolidation. Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes des organismes suivants :

Organisme	Siège	Pourcentage de propriété	Date de constitution
Industrie légère			
913044 N.W.T. Itée (faisant affaire sous le nom de Fort McPherson Tent & Canvas)	Fort McPherson, TNO	100 %	25 septembre 1991
Aklavik & Tuktoyaktuk Furs Itée	Tuktoyaktuk, TNO	100 %	30 juin 1997
Dene Fur Clouds Itée	Fort Providence, TNO	100 %	18 décembre 1997
Artisanat et souvenirs			
Acho Dene Native Crafts Itée 5983 N.W.T. Itée	Fort Liard, TNO	100 %	15 octobre 1992
(faisant affaire sous le nom d'Ulukhaktok Arts Centre)	Ulukhaktok, TNO	100 %	12 février 2008
Vente au détail et en gros			
Arctic Canada Trading Co. Itée	Yellowknife, TNO	100 %	28 juin 1997
Chasse au bœuf musqué			
6355 N.W.T. Itée	Sach's Harbour, TNO	100 %	12 mai 2011

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)**c) Trésorerie**

La trésorerie comprend les soldes de comptes bancaires (déduction faite des chèques en circulation). La trésorerie excédentaire est regroupée avec la trésorerie excédentaire du gouvernement, qui est investie dans un portefeuille diversifié d'actifs productifs de qualité à court terme. La trésorerie peut faire l'objet de prélèvements à tout moment et n'est pas affectée par les dates d'échéance des placements faits par le gouvernement. La trésorerie comprend également des fonds et des réserves qui sont assujettis aux restrictions décrites à la note 3.

d) Stocks

Les stocks destinés à la revente, qui comprennent les produits finis, les matières premières et les produits en cours de fabrication, sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

e) Prêts

Les prêts sont d'abord comptabilisés au coût. Les provisions pour moins-value servent à ajuster la valeur comptable des prêts au moindre du coût et de la valeur recouvrable nette. Les prêts sont classés comme prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'y a plus d'assurance raisonnable que le recouvrement de la totalité du capital et des intérêts pourra être fait en temps opportun. Lorsque les paiements sont en souffrance depuis trois mois (à moins que le prêt ne soit entièrement garanti), ou lorsque les paiements sont en souffrance depuis six mois (peu importe si le prêt est entièrement garanti ou non), le prêt sous-jacent est classé comme douteux.

Lorsqu'un prêt est classé comme douteux, la valeur comptable du prêt est réduite à sa valeur de recouvrement nette estimative par un ajustement à la provision pour prêts douteux. Les variations de la valeur de recouvrement nette estimative qui surviennent après la perte de valeur initiale sont également prises en compte au moyen de la provision pour prêts douteux.

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice, à l'aide de la méthode des intérêts effectifs, jusqu'à ce que le prêt soit classé comme douteux. Tous les paiements reçus (c'est-à-dire les recouvrements) à l'égard d'un prêt douteux sont portés au crédit de la valeur comptable du prêt et comptabilisés comme un ajustement à la provision pour prêts douteux. Le prêt est réinscrit comme prêt productif lorsque toutes les provisions pour pertes sur créances sont reprises et que, de l'avis de la direction, le recouvrement ultime du capital et des intérêts est raisonnablement assuré. Les intérêts créditeurs non courus auparavant sont alors constatés comme intérêts créditeurs.

En vertu de la mise à jour de la LGFP qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016, le conseil d'administration de la Société peut approuver la radiation des dettes à l'endroit de la Société. Un compte radié peut toujours faire l'objet de mesures de recouvrement. La renonciation à un compte peut être accordée uniquement par le Conseil d'administration (500 \$ ou moins) ou le CGF (plus de 500 \$). Une fois que l'on a renoncé à un compte, celui-ci ne peut plus faire l'objet de mesures de recouvrement.

f) Provision pour prêts douteux

La provision pour prêts douteux représente la meilleure estimation de la direction quant aux pertes probables dans le portefeuille de prêts. Au moment d'établir la provision pour prêts douteux, la direction sépare les pertes probables en deux composantes, soit une composante spécifique et une composante générale.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)**f) Provision pour prêts douteux (suite)**

Une provision spécifique est constituée sur une base individuelle afin de comptabiliser les prêts douteux. Lorsqu'un prêt est considéré comme douteux, sa valeur comptable est ramenée à sa valeur de recouvrement nette estimative en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. Lorsque le montant des flux de trésorerie futurs prévus ne peut être établi de façon raisonnable, on utilise la juste valeur du titre sous-jacent du prêt pour déterminer la valeur de recouvrement nette.

La provision générale est établie selon le meilleur jugement de la direction pour tenir compte des pertes probables sur des prêts productifs qui ne peuvent pas encore être classés comme douteux. La provision générale est fondée sur l'historique des pertes sur prêts de la Société, sur l'exposition globale dans certains secteurs ou dans certaines régions géographiques, ainsi que sur la conjoncture économique existante.

La provision pour prêts douteux est une estimation comptable établie selon l'historique de pertes sur prêts et une évaluation de la conjoncture économique existante. Des événements pourraient rendre les hypothèses sous-jacentes invalides, et les pertes réelles pourraient différer de façon importante des meilleures estimations de la direction.

La provision est augmentée et diminuée par les variations de l'estimation des valeurs de recouvrement nettes durant la période en cours, et elle est diminuée par les recouvrements et les radiations de prêts.

g) Placements à risque

Les placements à risque sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute réduction de valeur pour dépréciation.

Les gains et les pertes à la cession sont constatés dans les résultats lorsqu'ils sont réalisés. Lorsqu'il y a eu une perte de valeur importante et durable, la valeur du placement est diminuée pour tenir compte de la perte. Les dividendes provenant des placements à risque sont inclus dans les revenus lorsqu'ils sont reçus. Lorsqu'ils sont reçus, ils sont déposés dans le fonds des placements à risque pour être utilisés dans le cadre d'autres placements dans des activités à risque.

Il n'y a pas de cours de marché actif.

h) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

On reconnaît la juste valeur d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation durant la période à laquelle l'obligation est contractée et actualisée, et ce, à partir de la date prévue du paiement jusqu'à la valeur actuelle calculée au taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit de la Société. La juste valeur est actualisée à sa valeur actuelle à partir de la date prévue du paiement, et est calculée au taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit de la Société.

Les coûts immobilisés en fonction des actifs correspondants sont amortis en résultat en accord avec l'amortissement de l'actif sous-jacent. Le montant du passif augmente à chaque période de déclaration en raison de l'écoulement du temps, et le montant correspondant à l'augmentation est comptabilisé comme bénéfice durant la période. Une révision du calendrier d'application estimatif des flux de trésorerie, ou de la première estimation des coûts non actualisés, pourrait entraîner l'augmentation ou la diminution de l'obligation. Les coûts réels engagés lors du paiement d'une obligation liée à la mise hors service sont imputés sur l'obligation jusqu'à concurrence du passif comptabilisé.

2. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)**i) Paiements de transfert**

Les paiements de transfert sont comptabilisés en tant que produits lorsqu'ils sont autorisés et que les critères d'admissibilité sont satisfaits, sauf lorsque les stipulations des transferts donnent lieu à des obligations qui correspondent à la définition de passif. Les produits des transferts sont inscrits aux résultats d'exploitation au moment où le passif auquel les stipulations donnent lieu est réglé.

Le gouvernement fournit certains services à titre gracieux à la Société. Le coût estimatif de ces services est comptabilisé en tant que services reçus à titre gracieux, qui sont inclus dans les paiements de transfert et dans les charges de la Société.

j) Avantages sociaux futurs

i) Prestations de retraite : La plupart des employés de la Société participent au régime de retraite de la fonction publique (« le Régime »), un régime contributif à prestations déterminées établi par voie législative et financé par le gouvernement du Canada. Les employés de même que la Société sont tenus de verser des cotisations afin de couvrir les coûts actuels des services. Conformément à la législation en vigueur, la Société n'a pas d'obligation implicite ou juridique de cotiser davantage relativement à tout service antérieur ou sous-financement du Régime. En conséquence, les cotisations sont passées en charges au cours de l'exercice où les services sont rendus et représentent l'obligation totale de la Société au titre des prestations de retraite.

ii) Indemnités de départ et de déménagement : Conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi, les employés sont admissibles à des indemnités de départ et à une aide au déménagement en fonction de leurs années de service. Ces indemnités sont versées à la démission, au départ à la retraite ou au décès de l'employé. Le coût de ces indemnités est comptabilisé à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour y avoir droit. Des indemnités de départ sont également comptabilisées lorsque des employés sont mis à pied. Le coût des indemnités a été déterminé d'après une évaluation actuarielle.

k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont reportées au coût moins les dépréciations et l'amortissement accumulé. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile des immobilisations :

Immeubles	20 ans
Véhicules et matériel	4 ans
Améliorations locatives	4 ans
Matériel informatique	4 ans

Les immobilisations corporelles sont dépréciées lorsque la situation indique qu'elles ne peuvent plus contribuer à la capacité de la Société à fournir des biens et des services, ou lorsque la valeur des futures retombées économiques relatives aux immobilisations corporelles est inférieure à leur valeur comptable nette. Les dépréciations nettes sont comptabilisées comme des charges dans l'état consolidé des résultats.

2. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)**l) Instruments financiers**

Les instruments financiers de la Société se composent de la trésorerie, des débiteurs, des prêts en cours, des placements à risque, des créditeurs et des charges à payer ainsi que des avances du gouvernement. Ces instruments financiers sont évalués au coût.

m) Actifs non financiers

Les actifs non financiers ne peuvent servir à acquitter les passifs existants, et ils sont destinés à fournir des services. Leur durée de vie utile dépasse l'exercice en cours et ils ne sont pas destinés à la vente dans le cadre de l'exploitation habituelle. La variation des actifs non financiers au cours de l'exercice, ainsi que les produits excédentaires par rapport aux charges, constitue la variation nette des actifs financiers pendant l'exercice.

n) Informations sectorielles

La Société présente des informations sectorielles pour ses activités liées aux prêts, aux investissements, à la vente au détail et à la fabrication. Les prêts et les investissements représentent les activités de la Société, et la vente au détail et la fabrication celles des organismes dont elle est responsable. Tous les revenus, à l'exception du produit des ventes et d'autres revenus, sont générés par les activités de prêt et d'investissement.

o) Nouvelles normes comptables

La Société a adopté le chapitre SP 3430 du Manuel sur les opérations de restructuration qui est entré en vigueur le 1er avril 2018. Ce chapitre établit des normes sur la consignation des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses liées aux opérations de restructuration et sur les exigences de divulgation que doivent respecter le bénéficiaire et le cédant. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société.

p) Modifications comptables à venir

Le CCSP a publié les deux nouveaux chapitres suivants, lesquels entreront en vigueur en avril 2021 et 2022 ou après. La Société évalue actuellement les répercussions qu'auront ces deux chapitres.

Chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » : Ce chapitre définit les normes de comptabilisation et d'information concernant les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les dispositions de ce chapitre entreront en vigueur pour l'exercice commençant le 1er avril 2021 ou après avec possibilité d'application aux exercices antérieurs.

Chapitre SP 3400, « Revenus » : Ce chapitre définit les normes de comptabilisation et d'information concernant les revenus. Plus précisément, il distingue les revenus provenant d'opérations assorties d'obligations de prestations et des opérations qui ne sont pas assorties de telles obligations. Les dispositions de ce chapitre entreront en vigueur pour l'exercice commençant à compter du 1er avril 2022 ou après avec possibilité d'application aux exercices antérieurs.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 31 mars 2019

3. Trésorerie

La trésorerie comprend la trésorerie détenue par la Société pour l'exploitation, les fonds et les réserves constitués en vertu de la Loi, et pour les avantages sociaux futurs des employés, ainsi que la trésorerie détenue par les organismes de la Société. La trésorerie est regroupée avec la trésorerie excédentaire du gouvernement, qui est investie dans un portefeuille diversifié d'actifs productifs de qualité à court terme. La trésorerie peut faire l'objet de prélèvements à tout moment et n'est pas affectée par les dates d'échéance des placements faits par le gouvernement. Les catégories de titres, les catégories d'émetteurs, les limites et les conditions admissibles sont approuvées par le ministère des Finances. Tous les instruments, selon la catégorie de placement, sont cotés R-2 élevé ou mieux par la Dominion Bond Rating Service Limited. La Société a produit des intérêts de 312 000 \$ avec un rendement moyen de ses investissements de 2,09 % au cours de l'exercice (2018 : 224 000 \$ avec un rendement moyen des investissements de 1,42 %).

En conformité avec l'article 27 de la Loi, la Société est tenue de constituer un fonds de prêts et d'investissements au crédit pour mener ses activités de prêt et d'investissement. Il est précisé au paragraphe 4(2) de la partie 1 du *Règlement sur le maintien de programmes, de projets et de services* de la Société qu'un fonds de prêts et de cautionnements sera utilisé pour comptabiliser les activités de prêt, tandis que, selon le paragraphe 19(2) de la partie 2, un fonds de capital-risque sera utilisé pour comptabiliser les activités de placement à risque. Par ailleurs, en vertu du paragraphe 18(2) de la partie 2 du *Règlement*, la Société a l'obligation de continuer à maintenir un fonds d'investissement et un fonds de subvention.

En plus de ces fonds, la Société doit, en vertu respectivement des paragraphes 18(6) et 19(5) de la partie 2 du *Règlement*, constituer un fonds de réserve (investissements) et un fonds de réserve (capital-risque). La Société continuera d'y déposer un montant équivalant à 10 % de chaque investissement ou placement à risque effectué. La Société peut utiliser les fonds de réserve pour effectuer des placements supplémentaires dans ses organismes et placements à risque au moyen de prélèvements approuvés, ou pour leur apporter davantage de financement.

La Société a la responsabilité d'administrer les avantages sociaux futurs, y compris la trésorerie détenue (note 8b).

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Trésorerie détenue par la Société pour l'exploitation	6 410	6 984
Trésorerie détenue par les organismes de la Société	1 573	1 433
Trésorerie détenue pour les avantages sociaux futurs des employés	315	321
	8 298	8 738
Fonds de capital-risque	4 190	4 190
Fonds d'investissement	873	873
Fonds de subvention	432	485
Fonds de réserve (capital-risque)	486	486
Fonds de prêts et de cautionnement	2 819	655
Fonds de réserve (investissements)	147	147
	8 947	6 836
	17 245	15 574

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2019

4. Stocks

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Stocks destinés à la revente		
Artisanat	263	307
Articles de toile	195	259
	458	566

Au cours de l'exercice, des stocks de 42 000 \$ (59 000 \$ en 2018) ont diminué de valeur et aucun stock n'a été mobilisé comme garantie. De plus, la Société a recouvré 55 000 \$ (9 000 \$ en 2018) sur les stocks dont la valeur comptable avait été réduite. Le coût des marchandises vendues comprend la dépréciation des stocks et les recouvrements.

5. Prêts

La Société offre des prêts à taux variable et à taux fixe pour des périodes allant jusqu'à cinq ans, mais dont la période d'amortissement ne dépasse pas 25 ans.

La Société impute à ses clients son taux préférentiel plus 2 %, 3 % ou 4 % selon la garantie fournie, la capacité de la direction du client, la participation du client et la période d'amortissement. La Société détient divers types de garanties sur ses prêts, notamment des immeubles, des aéronefs, de la machinerie lourde et des contrats de sûreté générale.

Il est prévu que les prêts viendront à échéance comme suit :

		En milliers de dollars			
		2019		2018	
		Taux	Solde	Taux	Solde
		%	\$	%	\$
Prêts	1 an	5,38	3 802	5,39	4 161
productifs	1-2 ans	5,76	5 084	5,48	5 287
venant à	2-3 ans	5,33	10 355	5,49	5 365
échéance	3-4 ans	5,45	10 202	5,06	11 878
d'ici :	Plus de 4 ans	6,46	6 888	5,42	10 703
			36 331		37 394
Intérêts courus à recevoir au titre des prêts			161		153
Prêts douteux			4 959		4 477
			41 451		42 024
Moins : provision pour prêts douteux (note 6)			3 527		3 527
			37 924		38 497

En 2019, un compte d'un montant de 166 000 \$ (y compris les intérêts non recouvrables) a été radié par le conseil d'administration (en 2018, neuf comptes totalisant 3 329 000 \$, y compris les intérêts non recouvrables) et deux comptes totalisant 192 000 \$ ont fait l'objet d'une dispense par le CGF (aucun en 2018). Les recouvrements sur des prêts qui avaient auparavant été radiés (prêts en cours et provision) ont totalisé 53 000 \$ (21 000 \$ en 2018).

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**
31 mars 2019

5. Prêts (suite)**Concentration du risque de crédit**

La concentration du risque de crédit peut découler d'une exposition à des groupes de débiteurs ayant des caractéristiques semblables, de sorte que leur capacité à satisfaire à leurs obligations pourrait être touchée de façon similaire par des changements de conjoncture économique ou d'autres changements. Les tableaux suivants présentent les concentrations des prêts productifs et des prêts douteux par région géographique et secteur d'activité.

Concentration par secteur d'activité

Secteur d'activité	En milliers de dollars			
	2019		2018	
	Productifs	Douteux	Productifs	Douteux
	\$	\$	\$	\$
Hébergement et services de restauration	4 639	2 056	5 500	1 684
Agriculture	97	-	-	-
Artisanat	379	-	393	-
Services aux entreprises	201	344	255	370
Communications	378	-	418	-
Construction	9 187	215	10 103	208
Services d'éducation	-	10	-	39
Finance et assurances	363	46	386	84
Pêche et faune	95	-	110	-
Foresterie et exploitation forestière	-	-	4	-
Gestion des entreprises	427	-	475	-
Fabrication	1 088	15	860	21
Pétrole et gaz	-	360	-	334
Autres services	1 527	82	1 613	86
Services professionnels, scientifiques et techniques	5	-	-	-
Immobilier et loyers	5 627	170	5 811	-
Commerce de détail	6 471	302	6 924	306
Transport et entreposage	3 934	64	3 595	63
Voyage et tourisme	1 080	1 295	13	1 282
Commerce de gros	833	-	934	-
	36 331	4 959	37 394	4 477

Le solde des prêts en cours comprend un prêt d'une valeur de 21 \$ (0 \$ en 2018) consenti à une société émettrice de capital-risque.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**
31 mars 2019

5. Prêts (suite)**Concentration par région géographique**

Région	En milliers de dollars			
	2019		2018	
	Productifs	Douteux	Productifs	Douteux
	\$	\$	\$	\$
Slave Sud	18 892	1 546	19 792	1 368
Dehcho	6 644	-	7 318	-
Slave Nord	5 918	2 252	5 320	2 418
Sahtú	2 530	247	2 804	285
Inuvik	2 347	914	2 160	406
	36 331	4 959	37 394	4 477

Le tableau suivant présente les prêts productifs en cours classés selon le système de cotation de risque de crédit de la Société.

Cotation de risque de crédit	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Faibles	21 301	22 884
Moyens	14 165	13 941
Élevés	865	569
	36 331	37 394

La Société considère qu'un prêt est en souffrance lorsque le client omet d'effectuer un paiement conformément aux modalités de paiement. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts qui sont en souffrance, mais qui ne sont pas classés comme douteux parce qu'ils ne correspondent pas aux critères relatifs aux prêts douteux.

Prêts en souffrance non douteux	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
De 31 à 60 jours	14	10
De 61 à 90 jours	2	6
Plus de 90 jours	1	1
	17	17

La capacité des clients à respecter leurs obligations a une incidence directe sur l'exposition au risque lié aux prêts. Cette capacité est influencée, entre autres, par l'exposition des clients aux fluctuations économiques au sein de l'économie des Territoires du Nord-Ouest. Afin de réduire ce risque, la Société limite la concentration des prêts accordés à chaque client. Conformément à ses règlements, la Société peut prêter à une entreprise ou à un groupe d'entreprises reliées, ou investir dans une entreprise ou dans un groupe d'entreprises reliées, un montant maximal de 2 millions de dollars. Les montants supérieurs à 2 millions de dollars doivent être approuvés par le CGF. Le CGF n'a approuvé aucun montant en 2019 (aucun montant en 2018).

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2019

6. Provision pour prêts douteux

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	3 527	5 363
Provision pour prêts douteux	404	713
Prêts radiés	(147)	(2 226)
Recouvrements de remboursements de provisions	(257)	(323)
Solde à la fin de l'exercice	3 527	3 527
Constitué de :		
Provision spécifique	2 800	2 779
Provision générale	727	748
	3 527	3 527

7. Placements à risque

Le portefeuille de placements à risque de la Société est axé sur l'offre de financement sous forme d'actions privilégiées et de titres de créance à des sociétés des Territoires du Nord-Ouest. Au 31 mars 2019, la Société n'a pas d'influence notable au sein des sociétés dans lesquelles elle a investi.

Au 31 mars 2019, le total cumulatif des placements à risque était de 593 000 \$ (654 000 \$ en 2018) avec amortissements associés de 593 000 \$ (654 000 \$ en 2018). En 2019, aucune radiation de placement à risque n'a été approuvée (aucune en 2018); un compte d'un montant de 61 000 \$ a été exonération par le CGF (aucune en 2018).

Actions privilégiées et dividendes

Les placements en actions privilégiées comportent un droit de conversion en actions ordinaires. Ce droit, s'il est exercé, peut avoir comme résultat la détention d'une participation majoritaire dans certaines circonstances. Les actions privilégiées sont rachetables au gré de la Société et rapportent des dividendes à des taux variables. Le rendement des placements varie d'un exercice à l'autre en fonction du montant des dividendes reçus ainsi que du moment où ils sont reçus.

8. Avantages sociaux actuels et futurs

a) Prestations de retraite

La plupart des employés de la Société participent au Régime (note 2 [j] [i]). Les employés de même que la Société sont tenus de verser des cotisations. Le président du Conseil du Trésor fixe le montant des cotisations à verser par l'employeur selon un multiple de la cotisation exigée des employés. Le taux de cotisation de l'employeur dépend de la date d'entrée en poste des employés. Pour les employés ayant commencé avant le 1er janvier 2013, le taux effectif de cotisation de la Société à la fin de l'exercice correspondait à 1,1 fois (1,3 fois en 2018) le taux de cotisation des employés. Pour les employés ayant commencé après le 31 décembre 2012, le taux effectif de cotisation de la Société à la fin de l'exercice correspondait à 1,0 fois (1,0 en 2018) le taux de cotisation des employés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2019

8. Avantages sociaux actuels et futurs (suite)

a) Prestations de retraite (suite)

Les cotisations totalisant 175 000 \$ (192 000 \$ en 2018) ont été comptabilisées comme des charges pendant l'exercice. Les cotisations versées au cours de l'exercice par la Société et les employés au Régime s'établissent comme suit :

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Cotisations versées par la Société	175	192
Cotisations versées par les employés	158	155

Le gouvernement du Canada a une obligation imposée par la loi de verser des prestations conformément aux dispositions du Régime. Les prestations de retraite s'accumulent généralement sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service validable multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont coordonnées avec le Régime des pensions du Canada et sont indexées en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation.

b) Indemnités de départ, indemnités de déménagement et congés

La Société verse des indemnités de départ aux employés en fonction des années de service et du salaire de fin de carrière (note 2 [j] [iii]). De plus, elle verse une aide aux employés en cas de déménagement et offre des congés de maladie et des congés spéciaux, conformément aux conventions collectives. Ce régime d'avantages sociaux est préfinancé par les cotisations actuelles et est comptabilisé dans la trésorerie.

La plus récente évaluation actuarielle date de février 2019 et les données ont été extrapolées jusqu'à la fin de l'exercice. Les valeurs exposées ci-dessous comprennent les indemnités de départ et de déménagement et les congés rémunérés de la Société.

Variation des obligations

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées, au début de l'exercice	338	434
Coût des services rendus au cours de l'exercice	15	15
Coût financier	11	13
Prestations	(36)	(5)
Ajustement actuariel	96	(119)
Obligation au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice	424	338
Gains actuariels nets non amortis (pertes actuarielles nettes non amorties)	(109)	(17)
Passif (actif) au titre des prestations constituées*	315	321

*Le montant total des prestations de retraite, des avantages sociaux futurs et des autres congés comprend un montant de 287 046 \$ (264 004 \$ en 2018) lié aux départs et aux déménagements ainsi qu'un montant de 28 375 \$(56 867 \$) lié aux congés rémunérés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2019

8. Avantages sociaux actuels et futurs (suite)

b) Indemnités de départ, indemnités de déménagement et congés (suite)

Charges des avantages sociaux

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	15	15
Coût financier	11	13
Amortissement de l'ajustement actuariel	5	20
Avantages sociaux futurs	31	48

Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées est une moyenne de 3,20 % (3,80 % en 2018). Le taux hypothétique d'augmentation de la rémunération supposé est de 2 % (2 % en 2018). Les gains et les pertes actuariels non amortis sont amortis selon la méthode linéaire sur le nombre moyen estimatif restant d'années de service des employés actifs, soit 8,3 années (8 années en 2018). Aucun taux d'inflation n'a été appliqué.

9. Avances du gouvernement

La Loi autorise la Société à emprunter au gouvernement, grâce à des avances, jusqu'à concurrence de 150 millions de dollars, en vue d'apporter une aide financière aux entreprises ou d'investir dans celles-ci. Les augmentations du solde non réglé des avances doivent être approuvées par le CGF en fonction des besoins de la Société. Le solde ne devait pas dépasser 45 millions de dollars au 31 mars 2019 (45 millions de dollars en 2018).

Les intérêts sur les avances sont déterminés en fonction du taux établi au cours de la dernière semaine de chaque mois pour les obligations du gouvernement du Canada de trois ans et sont composés annuellement. Le taux a varié de 1,45 % à 2,34 % au cours de l'exercice (0,75 % à 1,96 % en 2018).

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	20 935	24 794
Intérêts imputés sur l'avance	416	341
Remboursements	(417)	(4 200)
Solde à la fin de l'exercice	20 934	20 935

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**
31 mars 2019

10. Paiements de transfert

	En milliers de dollars					
	2019			2018		
	Prêts et placements	Détail et fabrication	TOTAL	Prêts et placements	Détail et fabrication	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Gouvernement :						
Fonctionnement et entretien	1 287	630	1 917	2 154	665	2 819
Services reçus à titre gracieux (note 15)	767	-	767	779	-	779
	2 054	630	2 684	2 933	665	3 598
Programmes fédéraux	97	-	97	97	-	97
	2 151	630	2 781	3 030	665	3 695

Le contrat stipule que tout fonds non dépensé doit être remboursé au gouvernement. En 2017, un surplus a été comptabilisé dans les comptes créditeurs et les charges à payer et a été remboursé au moyen d'une baisse des cotisations pour l'exercice 2018. Il n'y a pas eu de surplus en 2019 (aucun en 2018).

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**
31 mars 2019

11. Charges par éléments

	En milliers de dollars					
	2019			2018		
	Prêts et placements	Détail et fabrication	TOTAL	Prêts et placements	Détail et fabrication	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Publicité et promotion	17	8	25	23	20	43
Amortissement	48	32	80	5	34	39
Mise hors service d'immobilisations	5	1	6	-	1	1
Créances douteuses (recouvrement)	-	28	28	-	(4)	(4)
Frais bancaires et intérêts	1	29	30	2	25	27
Membres du Conseil	20	1	21	26	1	27
Fonds d'aide aux entreprises	212	-	212	186	-	186
Centre de services aux entreprises	236	-	236	245	-	245
Informatique et communications	99	21	120	105	22	127
Coût des biens vendus	-	915	915	-	801	801
Pertes sur créances (montant net)	147	-	147	390	-	390
Assurance	-	27	27	-	26	26
Intérêts débiteurs sur les avances du gouvernement	416	-	416	341	-	341
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	6	-	6	-	-	-
Frais de bureau et généraux	44	16	60	30	21	51
Honoraires professionnels	37	59	96	80	51	131
Loyer	180	15	195	183	16	199
Réparations et maintenance	-	9	9	-	18	18
Salaires et avantages sociaux	2 217	246	2 463	2 155	253	2 408
Nettoyage des sites	-	-	-	-	50	50
Formation et ateliers	12	3	15	1	1	2
Déplacements	16	25	41	6	33	39
Services publics	-	59	59	-	49	49
	3 713	1 494	5 207	3 778	1 418	5 196

12. Engagements

Au 31 mars 2019, les prêts aux entreprises approuvés mais non encore décaissés totalisaient 962 000 \$ au taux d'intérêt moyen pondéré de 4,6 % (2 millions de dollars au taux d'intérêt moyen pondéré de 4,7 % en 2018). Ces prêts seront compris dans le solde des prêts seulement après leur décaissement. De plus, au 31 mars 2019, les apports aux entreprises approuvés mais non encore décaissés totalisaient 29 000 \$ (18 000 \$ en 2018).

13. Éventualités**Prêts**

La Société a trois prêts en cours consentis à deux organismes d'aide au développement des collectivités du Nord afin que ceux-ci puissent consentir des prêts, totalisant 409 000 \$ (trois prêts en cours totalisant 471 000 \$ en 2018). Les prêts consentis par ces deux organismes qui deviennent douteux peuvent être cédés à la Société, auquel cas la Société radierait le solde des prêts consentis et essaierait de récupérer la perte subie directement auprès des emprunteurs. En 2019, aucun compte de prêt n'a été cédé à la Société (aucun compte en 2018).

13. Éventualités (suite)**Lettres de crédit de soutien**

La Société a deux lettres de crédit de soutien irrévocables dont le montant totalise 2 100 000 \$ (2 201 000 \$ en 2018) et qui arrivent à échéance aux exercices 2020 et 2021. La Société devra verser le montant de ces lettres de crédit si les bénéficiaires de celles-ci sont en défaut par rapport aux dettes sous-jacentes. Si la Société doit payer des tiers en vertu de ces ententes, ces paiements seront dus à la Société par les bénéficiaires des lettres. Les lettres de crédit de soutien sont garanties par un billet, un contrat de sûreté générale, un cautionnement ou une hypothèque accessoire. Au cours de l'exercice, aucun paiement n'a été versé (aucun en 2018).

L'une de ces lettres, d'un montant de 100 000 \$, a été émise en juillet 2015 et est venue à échéance l'année suivante, sans renouvellement pour les années suivantes. Cependant, la lettre originale proposant la lettre de crédit de soutien avait un terme de cinq ans. Or, tant que la facilité de crédit n'est pas échue, l'entreprise peut demander une autre lettre de crédit de soutien. La Société l'a présentée dans la note sur les éventualités en raison de la condition qui prévoit une échéance de cinq ans.

14. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée par propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, de même qu'à son conseil d'administration, à ses principaux dirigeants et aux membres de la famille proche de ceux-ci. La Société effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et en vertu de conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, à l'exception de certains services qui sont fournis à titre gracieux (note 15).

Les opérations entre apparentés effectuées au cours de l'exercice et les soldes à la fin de l'exercice s'établissent comme suit :

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Revenus		
Ventes	31	28
Paiements de transfert (note 10)	2 684	3 598
Charges		
Achats	215	241
Intérêts sur les avances du gouvernement	416	341
Soldes à la fin de l'exercice		
Créances	21	6
Créditeurs et charges à payer	168	135
Avances du gouvernement	20 934	20 935

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**
31 mars 2019

15. Services reçus à titre gracieux

La Société consigne le coût estimatif des services fournis gratuitement par le gouvernement. Les services reçus à titre gracieux de la part du gouvernement comprennent les services régionaux et les services des ressources humaines ainsi que les locaux à bureaux. Le coût estimatif de ces services s'établit comme suit :

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Personnel auxiliaire	540	549
Locaux	227	230
	767	779

16. Chiffres budgétisés

Les chiffres budgétisés dérivent des budgets approuvés par le ministre et le CGF. La haute direction de la Société a également approuvé les chiffres budgétisés des organismes de la Société.

Pour les exercices de 2019 et de 2018, les charges budgétisées s'établissent comme suit :

	En milliers de dollars					
	2019			2018		
	Prêts et placements	Détail et fabrication	Total	Prêts et placements	Détail et fabrication	Total
Publicité et promotion	25	12	37	25	12	37
Amortissement	6	29	35	6	34	40
Créances douteuses	-	4	4	-	6	6
Frais bancaires et intérêts	-	27	27	-	27	27
Membres du Conseil	40	2	42	40	2	42
Fonds d'aide aux entreprises	200	-	200	200	-	200
Centre de services aux entreprises	268	-	268	220	-	220
Informatique et communications	105	18	123	115	18	133
Coût des biens vendus	-	747	747	-	786	786
Transport et messagerie	-	3	3	-	2	2
Assurance et permis	-	23	23	-	26	26
Intérêts débiteurs	165	-	165	165	-	165
Frais de bureau et généraux	57	21	78	40	22	62
Honoraires professionnels	175	65	240	80	54	134
Provision pour prêts douteux, nette	300	-	300	100	-	100
Loyer	173	16	189	237	16	253
Réparations et entretien	-	12	12	-	11	11
Salaires et avantages sociaux	2 615	256	2 871	2 530	248	2 778
Déplacements et véhicules	50	20	70	50	30	80
Services publics	-	38	38	-	38	38
	4 179	1 293	5 472	3 808	1 332	5 140

17. Dépendance économique

Les revenus de la Société ont été assurés à hauteur de 43,8 % (53,3 % en 2018) par le gouvernement, sous la forme d'une contribution et de services reçus à titre gracieux. Ce financement est essentiel à la poursuite des activités de la Société.

18. Gestion des risques

En cas de détention d'instruments financiers, la Société s'expose aux risques suivants :

Risque de crédit

Il désigne le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque associé à la trésorerie est limité au maximum si l'on s'assure que ces actifs financiers sont placés auprès d'institutions financières bien capitalisées.

L'octroi de crédit et la gestion des prêts sont basés sur les politiques de crédit établies. L'exposition maximale des emprunteurs et des entités détenues au risque de crédit est la valeur comptable des prêts et des placements. La Société gère l'exposition au risque de crédit par les moyens suivants :

- un système normalisé de classification du risque de crédit établi pour tous les prêts;
- des politiques et des directives en matière de crédit transmises aux agents de crédit dont les activités et les responsabilités englobent l'octroi de crédits et le suivi des résultats des clients;
- l'examen indépendant des demandes de prêt dépassant 1 million de dollars;
- la limitation à 2 millions de dollars de la concentration des prêts et des placements avec une entreprise ou un groupe d'entreprises liées. Les montants dépassant 2 millions de dollars doivent être approuvés par le CGF.

Les biens principaux affectés en garantie et les autres rehaussements de crédit pour les prêts incluent : (i) les immeubles, (ii) le matériel et (iii) les cautionnements d'entreprise et les sûretés personnelles, et (iv) la cession de baux.

Au 31 mars 2019, 682 000 \$ des prêts douteux (334 000 \$ en 2018) étaient garantis par des actifs que la Société avait la possibilité de vendre afin d'honorer les engagements des emprunteurs. Les politiques et les pratiques de gestion du risque de crédit de la Société n'ont pas subi de changements importants par rapport à l'exercice précédent.

Le tableau ci-dessous illustre le risque de crédit maximal de la Société au 31 mars 2019 si toutes les parties contractantes manquent à leurs obligations :

	En milliers de dollars	
	2019	2018
	\$	\$
Trésorerie	17 245	15 574
Créances	204	103
Prêts	37 924	38 497
Lettres de crédit	2 100	2 101

18. Gestion des risques (suite)**Risque de taux d'intérêt**

Il désigne le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt parce que les variations des taux d'intérêt du marché entraîneront des fluctuations des flux de trésorerie futurs provenant des avances du gouvernement, des fluctuations de la juste valeur et des flux de trésorerie futurs provenant des prêts et des produits d'intérêts provenant des flux de trésorerie.

Les emprunts de la Société auprès du gouvernement sont basés sur un taux d'intérêt variable du marché, et la Société prête à la majorité de ses clients à des taux fixes. La marge ou l'écart du taux d'intérêt de la Société augmente lorsque les taux d'intérêt chutent, et diminue lorsque les taux augmentent.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Société rembourse progressivement les avances du gouvernement à l'aide des flux de trésorerie disponibles dans le fonds de prêts et de cautionnement. Au cours de l'exercice, la Société a remboursé 513 \$ (3 859 000 \$ en 2018) au gouvernement.

En se basant sur les avances du gouvernement à la Société au 31 mars 2019 et sur le solde mensuel des flux de trésorerie en caisse, une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt ferait baisser l'excédent annuel de 49 000 \$ (49 000 \$ en 2018). De plus, une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt ferait augmenter l'excédent annuel de 78 000 \$ (41 000 \$ en 2018).

Risques de liquidité

Il désigne le risque qu'une entité éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La Société gère le risque de liquidité en surveillant régulièrement les flux de trésorerie prévisionnels et réels.

Les avances du gouvernement sont payables à vue sans délai fixe de remboursement. Les remboursements des avances sont effectués lorsque la Société dispose de suffisamment de flux de trésorerie en caisse non affectés à des fins de prêt.

Les créiteurs et charges à payer devraient être réglés au bout de 12 mois.

19. Droits contractuels

En mars 2018, la Société a conclu une entente de partage de frais avec l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor) visant le financement de l'exploitation du centre Entreprises Canada-TNO pour un an à partir du 1^{er} avril 2018. CanNor a prolongé l'entente d'une année à compter du 1^{er} avril 2019. La Société assure la gestion du centre et prend en charge les coûts d'exploitation excédant la contribution maximale de CanNor, qui est de 97 100 \$.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Tableau consolidé des immobilisations corporelles

Tableau A
En milliers de dollars

						31 mars	31 mars
	Terrains	Bâtiments	Véhicules et Matériel	Amélioration s locatives	Matériel informatiqu e	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût des immobilisations corporelles au début de l'exercice	80	1 950	695	460	16	3 201	3 202
Acquisitions	-	-	-	181	-	181	7
Cessions	-	-	(27)	(131)	(7)	(165)	(8)
Coût des immobilisations corporelles à la fin de l'exercice	80	1 950	668	510	9	3 217	3 201
Amortissement cumulé au début de l'exercice	-	1 823	668	454	13	2 958	2 927
Charge d'amortissement	-	12	21	46	1	80	39
Cessions	-	-	(25)	(127)	(7)	(159)	(8)
Amortissement cumulé à la fin de l'exercice	-	1 835	664	373	7	2 879	2 958
Valeur comptable nette	80	115	4	137	2	338	243

Please contact us for business information and assistance.
Veillez communiquer avec nous pour obtenir de l'aide et des renseignements d'affaires.
1-800-661-0599 | 867-767-9075 | info@bdic.ca | www.bdic.ca/fr

